



ALL THE DETAILS • POUR EN SAVOIR PLUS

Newsletter for the members of the Association of Justice Counsel
Bulletin d'information à l'intention des membres de l'Association des juristes de Justice

Vol. 1, No. 3 September 2008

Vol. 1, No. 3 Septembre 2008

Negotiations/Arbitration Update

In our August 2008 Newsletter, we reported on the AJC's frustration with the employer's failure to seriously engage in good faith with the AJC in an effort to reach an agreement on an independent and experienced chair for the board of arbitration. At that time, we advised that the mediator, Kevin Burkett, one of Canada's most experienced and respected mediators/arbitrators, would become involved in the process of trying to reach agreement on a chair.

In early September, Mr. Burkett proposed three possible chairs to the AJC and the employer. The AJC was prepared to agree to any of the three individuals proposed by the mediator, since each of them, including a retired Supreme Court of Canada judge, met the AJC's criteria, including a proven record of mutual acceptability, independence from the federal government as employer, and a broad and diverse range of labour relations experience.

The employer's response was formally communicated to the AJC on September 24. The employer stated that it does not accept the AJC's criteria for the appointment of a chair. Moreover, without any credible or legitimate reason whatsoever for rejecting the mediator's recommendations, the employer has now applied to have the chair of the arbitration board appointed by the Chairperson of the Public Service Labour Relations Board (PSLRB).

Given the employer's admission that it does not believe that a chair should have a proven record of mutual acceptability, independence from government and broad and diverse experience, we are deeply concerned about its preference that the chair be appointed by the PSLRB. However, this latest development is consistent with the employer's overall approach to negotiations, which reflects a profound disrespect for the AJC and accordingly for its own lawyers.

Since the chair is to be appointed, unless the employer finally accepts one of the mediator's proposed chairs before the

Négociations / Mise à jour sur l'arbitrage

Dans notre communiqué du mois d'août 2008, nous vous avons fait part de la frustration de l'AJJ face aux manquements de l'employeur quant à son engagement de négocier de bonne foi en vue d'en arriver à une entente sur le choix d'un président du Conseil arbitral, qui soit indépendant et expérimenté. Toujours au mois d'août, nous avons informé le médiateur, Kevin Burkett, qui est l'un des médiateurs / arbitres les plus respectés et expérimentés, qu'il serait appelé à s'impliquer dans le processus de sélection d'un président.

Au tout début de septembre, monsieur Burkett a proposé à l'AJJ et à l'employeur trois candidats potentiels au poste de président. L'AJJ était disposée à accepter l'un ou l'autre de ces trois candidats proposés par le médiateur, puisque tous, incluant un ancien juge de la Cour Suprême du Canada, rencontraient nos critères, soit un dossier avéré qu'ils ont déjà été acceptés par des parties, qu'ils sont indépendants du gouvernement fédéral en tant qu'employeur et qu'ils ont un large spectre d'expériences en relations de travail.

La réponse de l'employeur nous a été signifiée officiellement le 24 septembre. L'employeur a déclaré qu'il refusait les critères énoncés par l'AJJ pour la nomination d'un président. Au surplus, et ce, sans absolument aucune raison légitime ou crédible pour ainsi rejeter les suggestions du médiateur, l'employeur a déposé immédiatement une demande auprès de la Commission des relations de travail dans la fonction publique afin qu'un président du Conseil arbitral soit nommé par le président de la CRTFP.

Nous sommes profondément déçus que l'employeur préfère une nomination par la CRTFP et surtout qu'il rejette nos critères à l'effet que la personne nommée ait déjà par le passé été acceptée par des parties pour agir à titre d'arbitre, qu'elle soit indépendante du gouvernement en tant qu'employeur et qu'elle ait une vaste expérience dans le domaine des relations de travail. Toutefois, cette position de l'employeur est tout à fait conforme à son approche globale dans ce dossier de négociation, soit un manque total de respect pour l'AJJ et en

appointment, we will urge the PSLRB to appoint a chair who meets the criteria brought forward by the AJC. This is the only way to ensure the integrity and fairness of the arbitration process. Usually the PSLRB will ask the parties to try to come to an agreement on one of the arbitrators on the PSLRB list. This will be our last chance to have a say in the choice of the chair of the Arbitration Panel.

Meanwhile, the AJC is actively preparing for arbitration. You can be assured that we will present a compelling case in support of obtaining fair and reasonable compensation and working conditions for the lawyers represented by the AJC. The arbitration brief will be communicated to you as soon as possible.

conséquence pour ses propres juristes.

Puisque le président sera donc nommé, à moins que l'employeur n'accepte finalement l'un des candidats proposés par le médiateur avant ladite nomination, l'AJJ va exhorter la CRTFP de nommer un président qui rencontre les critères avancés. Il s'agit de la seule façon de nous assurer de l'intégrité et l'équité du processus arbitral. Normalement, la CRTFP demandera aux parties de s'entendre sur le choix d'un des arbitres se trouvant sur leur liste. Ce sera notre dernière chance d'avoir notre mot à dire sur le choix du président qui entendra notre cause.

Entretemps, l'AJJ se prépare ardemment pour l'arbitrage. Vous pouvez être assuré que nous présenterons un solide dossier au soutien de nos demandes pour obtenir des salaires et des conditions d'emploi pour tous les juristes représentés par l'AJJ qui soient justes et raisonnables. Le bref d'arbitrage vous sera communiqué aussitôt que ce sera possible.

[Unsubscribe / Désabonnement](#)